

Parc des sports

Réaménagement du Parc des Sports

Appel d'offres en procédure ouverte pour un mandataire général (groupement de mandataires ou bureau multidisciplinaire de planification générale et de coordination)

CAHIER DES CHARGES



Pouvoir adjudicateur et organisateur

Ville de Morges
Direction de l'Urbanisme, constructions et mobilité
Hôtel-de-Ville
Place de l'Hôtel de Ville 1
1110 Morges

Table des matières

1	Objet du marché	- 4 -
1.1	Contexte	- 4 -
1.2	Caractéristiques du marché	- 4 -
2	Informations générales	- 5 -
2.1	Localisation	- 5 -
2.2	Données cadastrales et Plan Partiel d'Affectation	- 6 -
2.3	Description du site	- 7 -
3	Projet	- 8 -
3.1	Bases du projet	- 8 -
3.2	Objets présents sur le site	- 9 -
3.2.1	Principe de localisation des objets	- 9 -
3.2.2	Définition des objets présents sur le site	- 10 -
3.3	Objets du projet	- 11 -
3.3.1	Tableau des objets du projet	- 11 -
3.3.2	Particularités sur le projet	- 12 -
3.3.2.1	Voie verte	- 12 -
3.3.2.2	Place des fêtes	- 12 -
3.3.2.3	Signalisation, signalétique, marquage au sol et revêtements	- 12 -
3.3.2.4	Terrains de sports	- 13 -
3.3.2.5	Infrastructures souterraines	- 13 -
3.3.2.6	Programme Clubs sportifs et Théâtre	- 13 -
3.4	Contraintes majeures du projet	- 16 -
3.4.1	Planning des objets et exploitation pendant les travaux	- 16 -
3.4.2	Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports	- 16 -
3.4.3	Exploitation de la piscine	- 17 -
3.4.4	Zone inondable	- 17 -
3.4.5	Qualité du sol et proximité de la nappe phréatique	- 17 -
3.4.6	Recensement architectural du Canton de Vaud	- 17 -
3.4.7	Collecte des déchets	- 17 -
3.5	Qualité de construction - aménagement et développement durable	- 17 -
4	Objet du mandat	- 19 -
4.1	Etendue du mandat	- 19 -
4.1.1	Composition du mandataire	- 19 -
4.1.2	Déroulement du mandat	- 20 -
4.2	Organisation du projet	- 20 -
4.3	Missions	- 22 -
4.4	Livrables	- 23 -
4.5	Plannings intentionnels	- 24 -
4.6	Mise à disposition des résultats des mandats transversaux	- 25 -
4.7	Prescriptions officielles	- 25 -
4.8	Cadre contractuel	- 26 -
4.9	Conditions de paiement	- 26 -
5	Procédure de marché	- 27 -
5.1	Prescriptions officielles	- 27 -
5.2	Type de procédure et mode de passation	- 27 -
5.3	Organisateur et pouvoir adjudicateur	- 27 -
5.4	Conditions de participation	- 27 -
5.5	Communautés de soumissionnaires	- 28 -
5.6	Sous-traitance	- 28 -
5.7	Demandes de précisions sur les offres remises	- 28 -
5.8	Présentation des offres	- 28 -
5.9	Annonce des participants	- 28 -
5.10	Candidatures multiples	- 28 -
5.11	Marché divisé en lots	- 28 -
5.12	Variantes	- 28 -
5.13	Offres partielles	- 28 -
5.14	Motifs d'exclusion	- 28 -
5.15	Conflits d'intérêts	- 29 -
5.16	Incompatibilité et pré-implication	- 29 -

5.17	Langue	- 29 -
5.18	Emoluments d'inscription et de participation.....	- 29 -
5.19	Indemnité pour présentation d'une offre	- 29 -
5.20	Validité des offres.....	- 29 -
5.21	Actualisation de l'offre	- 29 -
5.22	Délais de la procédure.....	- 29 -
5.23	Commande des documents d'appel d'offres	- 30 -
5.24	Visite du site	- 30 -
5.25	Questions	- 30 -
5.26	Réponses	- 30 -
5.27	Dépôt des dossiers de candidature	- 30 -
5.28	Ouverture des offres	- 30 -
5.29	Décision d'adjudication	- 30 -
5.30	Interruption de la procédure.....	- 30 -
6	Offres	- 31 -
6.1	Recevabilité des offres	- 31 -
6.2	Présentation de l'offre	- 31 -
6.3	Structure et contenu de l'offre à remettre	- 31 -
6.3.1	Fiche descriptive du soumissionnaire	- 31 -
6.3.2	Analyse du mandat et proposition méthodologique	- 31 -
6.3.3	Organisation pour l'exécution du mandat	- 31 -
6.3.4	Dossier de références du soumissionnaire et des personnes clés.....	- 32 -
6.3.5	Offre d'honoraires.....	- 32 -
6.3.6	Engagement sur l'honneur et acceptation des conditions du présent règlement-	32 -
6.4	Attestations	- 32 -
7	Evaluation, critères d'aptitude et d'adjudication	- 33 -
7.1	Groupe d'évaluation.....	- 33 -
7.2	Critères d'aptitude	- 33 -
7.3	Critères d'adjudication	- 33 -
7.3.1	Qualité technique de l'offre	- 33 -
7.3.2	Organisation et ressources	- 33 -
7.3.3	Références et personnes-clés	- 33 -
7.3.4	Prix	- 33 -
7.4	Barème des notes.....	- 33 -
7.1	Pondération.....	- 34 -
7.2	Adjudication	- 35 -
8	Autres dispositions	- 35 -
8.1	Conditions générales.....	- 35 -
8.2	Propriété des documents	- 35 -
8.3	Confidentialité et droits d'auteurs	- 35 -
8.4	Organe de publication officiel	- 35 -
8.5	Voies de recours	- 35 -
9	Documents remis aux candidats.....	- 36 -
10	Lexique.....	- 37 -

1 Objet du marché

Le présent marché de services en procédure ouverte d'appel d'offres porte sur la planification générale du projet de réaménagement du Parc des Sports, de l'étude d'avant-projet à la direction des travaux. Il intègre également la mission de coordination entre le projet et les objets présents sur le site.

Il concerne un bureau ou groupement de mandataires multidisciplinaire.

1.1 Contexte

Le Parc des Sports, d'une superficie d'environ 198'000 m², bénéficie d'une situation exceptionnelle : connexion directe au lac, vue imprenable sur les Alpes, arborisation à haute valeur paysagère, proximité du centre historique de Morges.

La Ville de Morges souhaite maintenir et valoriser ces éléments paysagers dans un projet de réaménagement global qui comprend :

- La réorganisation des installations sportives du site,
- La création de nouveaux équipements tels qu'un Centre aquatique prévu comme un véritable projet régional et un parking souterrain d'une capacité de 640 ou 840 places,
- La redéfinition des accès (automobiles, cyclables et piétonniers) et les zones de promenade et détente.

Ainsi, ce projet permettra de renforcer l'attrait et l'identité touristique et économique de toute la région, donnera de la visibilité et lisibilité au site et promouvra des valeurs écologiques et paysagères. Le parc s'ouvrira à la population et incitera l'implantation d'activités spontanées de détente, sports et loisirs.

Ce projet sera mis en œuvre dans le cadre du Plan Partiel d'Affectation (PPA) du Parc des Sports.

Le préavis du PPA a été adopté le 21 juin 2017 au Conseil communal avec amendements relatifs à l'augmentation du stationnement du futur parking souterrain de 200 places et la modification du biotope existant.

A ce jour, le PPA ainsi complété a fait l'objet d'un préavis négatif de la part du Canton au sujet des 200 places.

L'addenda du PPA ainsi que l'aménagement du carrefour du Bochet nécessaire pour les 200 places de stationnement supplémentaires ont fait l'objet d'une enquête publique pendant l'été 2018. Il est actuellement proposé au Conseil communal de statuer sur l'amendement portant sur l'augmentation de la capacité de 200 places supplémentaires dans le parking souterrain afin de poursuivre la procédure pour une mise en vigueur du PPA l'été 2019.

En parallèle, afin d'obtenir une vision cohérente et de qualité des aménagements sur l'ensemble du site, la Ville de Morges a organisé en 2016 des mandats d'études parallèles (MEP) qui ont débouché sur un projet lauréat. Ce projet donne les principes du futur aménagement. Il a également mis en évidence de nombreux objets sur un même site avec une temporalité et des maîtres d'ouvrage différents. D'où le présent appel d'offres.

1.2 Caractéristiques du marché

Le maître d'ouvrage est la Ville de Morges.

La Commune souhaite se doter d'un mandataire unique multidisciplinaire (bureau ou groupement de mandataires) qui pourra mener les études de réaménagement du site, à partir de l'avant-projet, et la direction des travaux. Ce mandataire sera représenté par un pilote, interlocuteur du mandant tout au long de l'opération.

Le mandataire sera compétent en :

- Planification et coordination générales,
- Architecture du paysage,
- Ingénierie civil - Direction des travaux,
- Eclairagisme,
- Spécialiste en terrains de sports,

- Architecture et ou urbanisme (implantation de bâtiments).

Les enjeux principaux sont :

- La planification générale du projet de réaménagement (ensemble des espaces publics, espaces verts, cheminements et voies de circulation dont la Voie verte, terrains de sports, infrastructures souterraines),
- L'étude d'implantation des futurs bâtiments de Clubs sportifs et Théâtre pour la bonne cohérence avec les terrains de sports,
- La direction des travaux du collecteur d'eaux claires du futur quartier La Longeraie pour le tronçon qui traverse le Parc des Sports, pour la bonne coordination des réseaux souterrains,
- La coordination du projet avec des objets qui se trouvent sur le site (autres maîtres d'ouvrage, DDP, projets futurs de la Commune),
- La maîtrise de la vision d'ensemble et des interfaces.

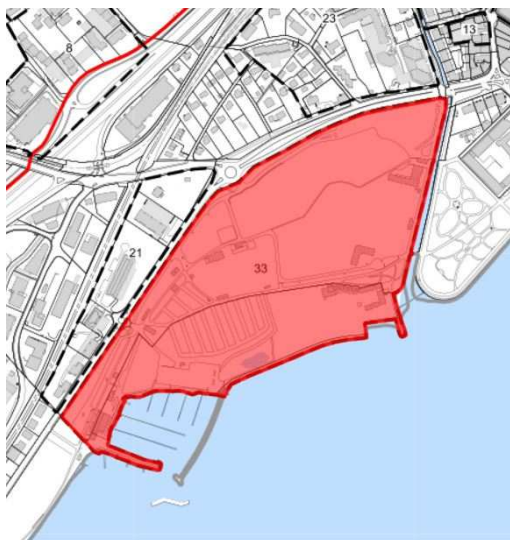
2 Informations générales

2.1 Localisation

Le projet concerne le site du Parc des Sports qui se situe à l'entrée Ouest de la Ville de Morges, le long de l'avenue Ignace Paderewski.



2.2 Données cadastrales et Plan Partiel d'Affectation

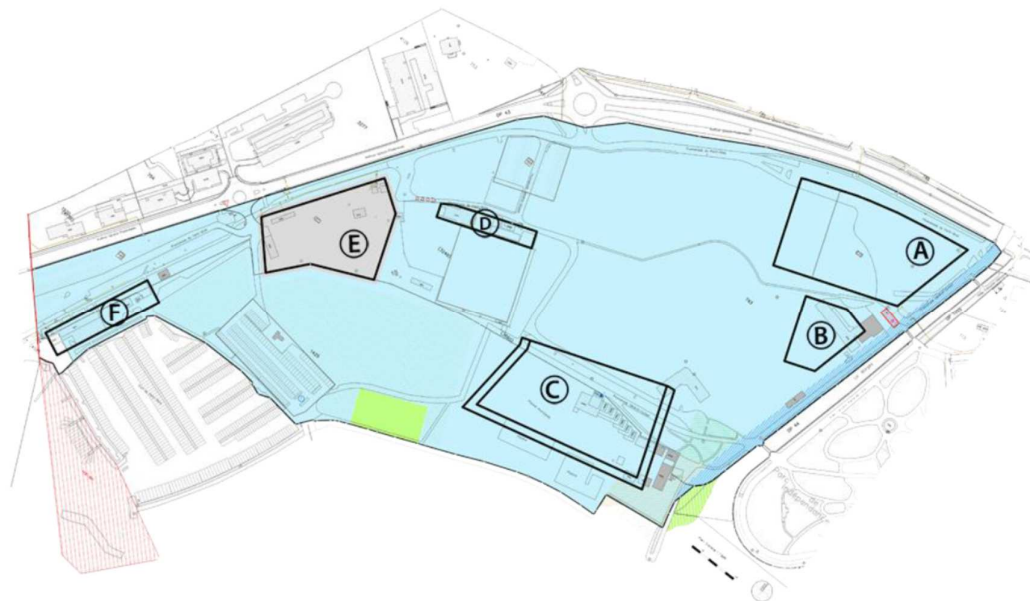


Parcelles nos	Propriétaires	Surfaces terrains m2
743	Commune de Morges	138'660
DDP (3249)	Tennis Club de Morges	(9'066)
DDP (3660)	Romande Energie	(25)
1425	Commune de Morges	58'318
	Domaine public	973
Total		197'951

Dans le Plan Partiel d'Affectation (PPA) du Parc des Sports qui est actuellement en cours de procédure, le secteur deviendra une Zone de constructions et d'installations publiques. Le plan, le règlement et les pièces constitutives du PPA à respecter dans le cadre du présent mandat, sont en annexes.

A titre d'information, les principaux périmètres et gabarits de construction sont les suivants :

- Zone A : destinée à une construction abritant un parking de 640 ou 840 places de stationnement qui répond aux besoins des équipements à l'Est et au centre du Parc des Sports,
- Zone B : destinée à un équipement socioculturel tel que salle de sociétés, théâtre ou à des locaux pour des sociétés sportives,
- Zone C : destinée à un équipement sportif tel qu'un centre aquatique incluant, outre une piscine couverte, un centre de bien-être et de fitness et des locaux pour sociétés sportives,
- Zone D : destinée au réaménagement ou à la reconstruction des bâtiments du Tennis Club et du Club des boulistes,
- Zone E : destinée à la réalisation d'un équipement hôtelier comprenant logements, locaux communs et services divers,
- Zone F : destinée à des locaux pour les sociétés sportives en relation avec le lac et l'activité portuaire (capitaine-rie), ainsi que la possibilité de réaliser un restaurant.



Périmètre du PPA et zones de construction

2.3 Description du site

Se référer au chapitre "Etat des lieux" de la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports annexé à ce cahier des charges.

3 Projet

3.1 Bases du projet



Afin de développer une vision cohérente de réaménagement du site du Parc des Sports, la Ville de Morges a lancé en 2016 des mandats d'études parallèles. La confrontation de projets de quatre équipes et la mise en place de trois ateliers de travail avec les personnes/associations concernées pendant la procédure, ont permis de dégager des principes d'intervention.

Ainsi, le projet se base sur les grands principes suivants retenus lors des résultats des MEP :

- La partie Nord du Parc est destinée plus particulièrement aux activités (sportives, associatives, hôtelières, stationnement, ...),

La partie Sud est principalement dédiée aux espaces paysagers et elle est propice au délasserment, la détente, la convivialité, l'accès au lac ...,

- Au centre, une transversale Est-Ouest permet la circulation, la distribution vers les différents objets et activités et la promenade sous différentes formes notamment par le passage de la Voie verte.

Les MEP ont également permis de mettre en évidence 11 objets sur le site qui doivent être mis en œuvre dans des temporalités différentes tout en maintenant une cohérence globale et un traitement fin des interfaces.

Pour faciliter cette cohérence, la Commune a rédigé une charte des aménagements paysagers et de surfaces spécifique au site du Parc des Sports qui s'impose à ces objets.

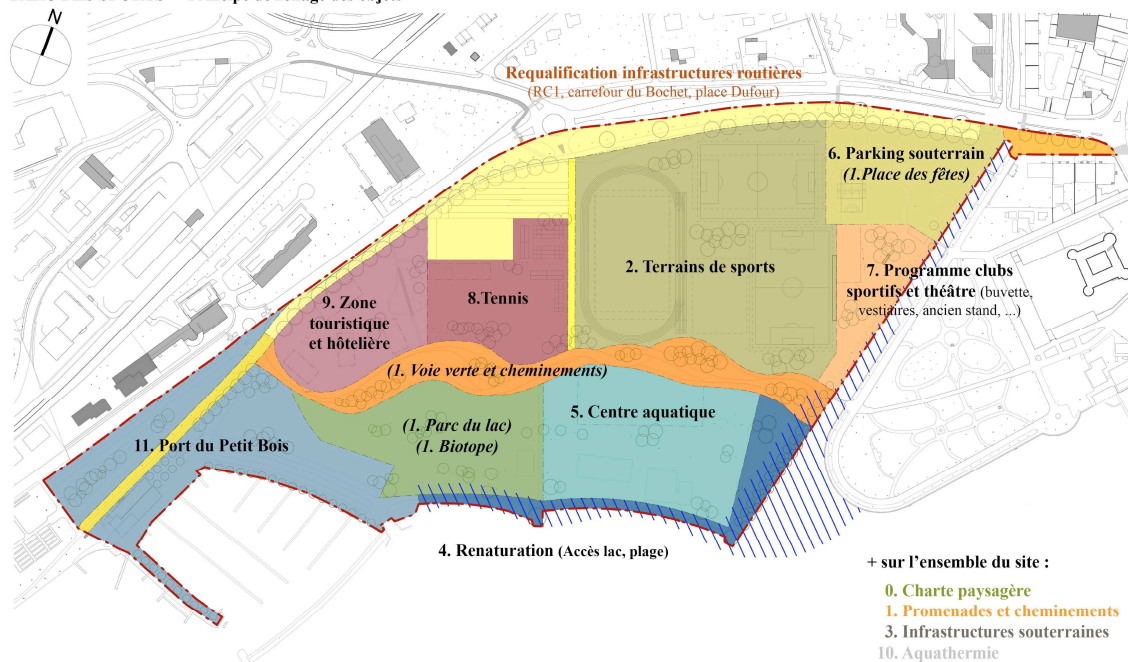
Plus ample détails sur « Les Mandats d'Etudes Parallèles (MEP) » et la « Voie verte » sont disponibles dans ce document.

3.2 Objets présents sur le site

3.2.1 Principe de localisation des objets

Ce plan permet de visualiser les principales activités et aménagements sur le site.
Les limites sont indicatives.

PARC DES SPORTS - Principe de zonage des objets



3.2.2 Définition des objets présents sur le site

Charte des aménagements paysagers et de surfaces du PdS

Objets	Sous-objets	Définition
1 Promenades et cheminements	<ul style="list-style-type: none"> - Parc du lac - Place des fêtes (sur parking souterrain) - Voie verte - Parkings de surface - Accès aux objets - Mobilier - Signalétique et signalisation 	Aménagement de l'ensemble des espaces publics, des espaces de liaison et d'interface entre objets, des cheminements et des voies d'accès.
2 Terrains de sports		Aménagement de tous les équipements sportifs selon les besoins précisés à l'article 3.3.2.4
3 Infrastructures souterraines	<ul style="list-style-type: none"> - Réseaux eaux claires, eaux usées, eaux grises, eau potable, gaz, électricité, réseaux externes, ... 	<p>Mise en œuvre des réseaux EC, EU, eaux grises, eau potable, gaz, électricité et services externes pour l'ensemble du site.</p> <p>Rapport d'étude préliminaire <i>en annexe</i> comme base d'étude.</p>
Collecteur La Longeraie-Lac		Le collecteur d'eaux claires provenant du futur quartier La Longeraie traversera le site jusqu'au lac.
4 Renaturation	<ul style="list-style-type: none"> - De la Morges, son Embouchure et les rives du lac - Accès au lac - Réduction des risques d'inondation - Création d'une nouvelle plage - Maintien de la plage actuelle - Déplacement du biotope 	<p>Aménagements avec un équilibre écologique, biologique et hydraulique. Les sociétés Aquavision Engineering, Biol Conseils et Karakas & Français sont actuellement en charge de cette étude.</p>
5 Centre aquatique		<p>Piscines, wellness, fitness et restauration.</p> <p>Actuellement en cours de procédure pour un PPP/DDP pour études, réalisation et exploitation par le Conseil d'administration du Centre Aquatique.</p>
6 Parking souterrain		<p>640 ou 840 places.</p> <p>Cet objet sera réalisé dans le cadre d'un PPP et DDP pour études, réalisation et exploitation. (AO en cours par la VdM).</p>
7 Programme Clubs sportifs et Théâtre	<ul style="list-style-type: none"> - Théâtre des trois p'tits tours - Ancien stand - Placette - Vestiaires - Gradins - Buvettes, ... 	Il s'agit de rénover et/ou (re)construire selon les besoins indiqués au paragraphe 3.3.2.6.
8 Tennis		<p>Une évolution du DDP du Tennis Club Morges est envisageable en cas de validation par la Municipalité de nouveaux souhaits d'aménagement/activités.</p> <p>Dans l'étude d'ensemble du présent mandat, il sera vérifié la meilleure disposition du TCM et de son éventuelle évolution dans le futur aménagement du PdS.</p>
9 Zone touristique et hôtelière		<p>Actuellement occupé par une partie du camping TCS, le terrain sera ensuite destiné au tourisme et l'hôtellerie.</p> <p>Dans l'intervalle, l'ensemble du camping TCS sera libéré fin 2020 et sera utilisé pour un parking provisoire pendant les travaux intervenants sur le PdS (plus particulièrement pour le report des 444 places du parking Nord-Est pendant le chantier du parking souterrain).</p>
10 Aquathermie Chauffage à distance (CAD) (Projet)		<p>Projet de Romande Energie qui traversera le Parc des Sports pour alimenter le quartier Morges Gare Sud et les installations du Parc des Sports.</p> <p>La station de pompage sera située à l'angle Nord-Ouest de la zone constructible C du PPA.</p> <p>(Le permis de construire a été délivré en avril 2019)</p> <p><i>Plan de principe en annexe</i></p>



«Morges Lac»)		
11 Port du petit bois	- Port - Stationnement bateaux	Projets connexes à définir

Requalification infrastructures routières	- Carrefour du Bochet - RC1 - Place Dufour	- Projet connexe à valider si 840 places en parking souterrain - Projet connexe à définir - Projet connexe à définir
---	--	--

3.3 Objets du projet

3.3.1 Tableau des objets du projet

Objets faisant partis du présent projet de réaménagement	Précisions
1 Promenades et cheminements	
2 Terrains de sports	
3 Infrastructures souterraines	
Collecteur La Longeraie - Lac	Dans ce projet, uniquement pour les phases AO et réalisation du tronçon traversant le Parc des Sports sur la base de l'étude de projet pour l'ensemble du collecteur réalisé par un autre mandataire.
7 Programme Clubs sportifs et Théâtre	Uniquement pour l'étude d'implantation

Objets présents sur le site et nécessitant une coordination avec le présent projet de réaménagement	Précisions
4 Renaturation	Projet VdM
5 Centre aquatique	Projet du Conseil d'administration du Centre Aquatique
6 Parking souterrain	Projet mené par futur PPP
8 Tennis	Dans l'étude d'ensemble du présent projet, il sera vérifié la meilleure disposition du TCM et de son éventuelle évolution dans le futur aménagement du PdS.
9 Zone touristique et hôtelière	
Collecteur La Longeraie - Lac	En coordination en phase de planification
10 Aquathermie - Chauffage à distance (CAD) (Projet «MorgesLac»)	Projet Romande Energie

3.3.2 Particularités sur le projet

3.3.2.1 Voie verte

Un projet de Voie verte est mené actuellement pour relier Saint-Prex à Lutry dans le cadre du PALM (projet d'agglomération Lausanne-Morges). Cette voie traversera le Parc des Sports selon la transversale Est-Ouest indiquée au paragraphe 3. *Projet* et selon les indications de la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports au paragraphe « La Voie Verte ». L'étude et la réalisation de cette voie sur le site font parties du projet. Elle devra être conçue en cohérence et sécurité avec les autres cheminements de la transversale.

Une étude est actuellement réalisée pour déterminer le meilleur tracé pour faire le lien entre la future Voie verte au sein du Parc des Sports et le quai du Mont Blanc.

3.3.2.2 Place des fêtes

La future place des fêtes sera réalisée sur le futur parking souterrain au Nord-Est du site.

Ce parking sera réalisé et exploité par un partenaire privé. Les principes concernant l'interface sont les suivants :

- Dalle supérieure : Le partenaire privé doit fournir une dalle étanche avec une protection mécanique. L'évacuation des eaux de surface sera à étudier dans ce projet en coordination avec le partenaire. A ce stade, il est envisagé un niveau de dessus de dalle à -0.80m. Ce niveau sera défini en coordination en fonction des études de la place et du parking.
- Epaisseur de la dalle : Le partenaire privé devra livrer une dalle pouvant recevoir un revêtement bitumeux et conçue pour supporter la charge de semi-remorques.
- Eclairage : le partenaire privé devra poser les gaines électriques dans la dalle supérieure selon plan fourni dans le cadre du présent projet. L'installation électrique et l'éclairage de la place font partie du présent projet.
- Mobilier urbain : Les installations éventuelles font parties du projet.
- Equipements spéciaux : le parking actuel est chaque année mis à disposition d'une compagnie de cirque. Les équipements spéciaux nécessaires pour permettre l'ancrage des câbles de la tente seront définis ultérieurement et dans le cadre du présent projet. Les coûts engendrés par ces dispositions particulières sont à intégrer au présent projet. Le partenaire doit prévoir la dalle dans ce sens.
- Accès piétons, sorties de secours : La Commune de Morges désire deux accès piétons (trois pour l'option à 840 places) avec cages d'escaliers. De plus, l'accès principal côté ville doit être pourvu de deux ascenseurs. L'autre sortie (les deux autres pour l'option à 840 places) doit être équipée d'un ascenseur. Les accès doivent, dans la mesure du possible, se situer en bordure du périmètre de construction pour dégager la place. Ces accès et équipements devront être intégrés de façon harmonieuse et discrète dans l'aménagement de la place.
- Rampes d'accès au parking : Les emplacements seront fournis par le partenaire privé.

3.3.2.3 Signalisation, signalétique, marquage au sol et revêtements

La signalisation (et son réseau électrique y afférent) ainsi que le positionnement de la signalétique et du marquage au sol font parties du projet. Ils doivent être à la fois clairs et intégrés harmonieusement au site.

La qualité et la signification des revêtements auront un rôle important à jouer sur le site.

Concernant la signalétique, une étude a déjà été réalisée par la Commune et doit être utilisée pour ce projet.

Se référer à la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports pour plus de détails.

3.3.2.4 Terrains de sports

Les besoins pour le projet sont les suivants :

Activité	Exploitation	Aménagements extérieurs	Synergies
Boxe			Anneau de course
Football	9 mois / an ; pas d'entraînement en plein été et en fin d'année	Eclairage de tous les terrains. Idéalement, maintien de 4 terrains. Au minimum, maintien de 3 1/2 terrains, dont un en surface synthétique et un en couverture herbeuse naturelle, et un demi-terrain pour les entraînements. Dont 1 terrain avec piste d'athlétisme. Dont 1 terrain de gala en couverture herbeuse naturelle. Seul ce terrain est clôturé de façon opaque.	
Football américain et Rugby	8 mois/an	1 des terrains de football en synthétique aura également le marquage et les encoches pour goals pour football américain et rugby. (utilisation des terrains de foot pour les entraînements)	
Athlétisme (Gym Morges)	9 mois/an	Réaliser aux normes des installations pour la course et le saut, 4 pistes revêtues en tartan, une piste d'entraînement de 400 m à 4 pistes, maintien de pistes de saut en hauteur et de saut en longueur et d'une aire de lancer du poids et du disque	Ecoles et autres sociétés sportives
Basketball		1 terrain	
Jeux de boules (Amis boulistes)	9 mois / an	8 pistes de boules, 6 pistes de pétanque dont 4 pistes de pétanque couvertes pour l'hiver; besoin d'espace supplémentaire pour les compétitions; terrain externe en couverture stabilisée sablonneuse pour les concours	Lors de compétitions: espace public (allée du parc)
Tennis	à l'année	Conserver 10 courts de tennis dont les 4 courts sud qui viennent d'être rénovés, conserver 4 courts couverts en hiver + 4 potentiel dans le futur (emplacement machinerie), conserver la fonction du mur d'entraînement, création jusqu'à 6 pistes de padel, réhabiliter le système d'arrosage par puit (eau du lac), conserver antenne Swisscom	

Egalement se référer à la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports pour plus de détails.

3.3.2.5 Infrastructures souterraines

Se référer au cahier des charges spécifiques à l'ingénieur « équipements en infrastructures » annexé au présent cahier des charges principales, ainsi qu'au rapport d'étude préliminaire.

Il est à noter qu'il est envisagé de créer un épi à l'Est du biotope qui pourra répondre aux besoins en termes d'aménagement des rives (objet 4) et d'exutoires pour la canalisation du chauffage à distance (objet 10) et du collecteur « Longeraie – Lac ».

3.3.2.6 Programme Clubs sportifs et Théâtre

Des bâtiments sont actuellement existants et exploités sur le site.

Ils seront démolis et reconstruits avec un souci d'optimisation et de mutualisation quand cela est possible. Un concours sera lancé spécifiquement pour cet objet courant 2020.

Cependant, le projet comprend l'étude de la meilleure implantation des bâtiments dans l'objectif d'une cohérence globale sur le site et vis-à-vis des différents objets : Il s'agit par exemples du positionnement

des gradins du terrain de football principal, des locaux de stockage et vestiaires des différentes activités,..., tout comme la meilleure orientation, position dans le paysage,..., et ceci, conformément au PPA et en tenant compte de la carte des dangers et du projet de renaturation urbaine de la Morges, son embouchure et les rives du lac et des autres objets environnants.

A ce stade, le programme n'est pas figé. Une étude plus approfondie sera menée dans le cadre de la rédaction du cahier des charges du concours qui ne concerne pas ce projet. Cependant, la présente étude d'implantation doit permettre d'avoir une idée des volumétries et positionnements. Cette implantation sera une base de travail pour le concours.

Dans ce sens, les compétences en « terrains de sports » devront alimenter celles en « architecture et ou urbanisme » pour la connaissance et le retour d'expériences en termes de normes et besoins des sportifs. Concernant le Théâtre des Trois Petits Tours, les besoins à prendre en compte à ce stade sont annexés. Bien qu'ils soient issus des échanges menés avec le précédent comité de l'association, et n'ayant pas fait l'objet de décision politique formelle du côté de la Ville, ils permettent de donner une bonne base de travail et doivent être utilisés en l'état.

Concernant le Tennis Club Morges, celui-ci fonctionne en DDP selon les précisions dans le tableau des objets. Dans ce projet, il doit être vérifié la meilleure disposition du TCM et de son éventuelle évolution dans le futur aménagement du Parc des Sports.

Tableau "Programme d'implantation bâtiments"

	Localisation actuelle	Surface	Vestiaires avec sanitaires	Local/Armoire stockage	Autres/Remarques
Zone B du PPA					
Académie des Sports de combat (Boxe)	Sur site	400m2	2x env. 35m2		Agrandissement des salles d'entraînement, douches et vestiaires avec séparation hommes/femmes
Tennis de table	Hors site	25x18 = env. 450m2	2x env. 35m2	1 petit local/armoire de stockage	Coin cuisine
Escrime	Hors site	18x16 = env. 288m2	2x env. 35m2	15m2 (armurerie) + 20m2 (stockage)	local pour les casiers des membres (20m2) / hall d'accueil
Théâtre des 3 petits tours	Sur site	(voir document joint)			
Football	Sur site		(min. 8) x env. 35m2 (joueurs) + 2x env. 15m2 (ar- bitres)	1 local (env. 20m2)	
Football US	Sur site		A mutuali- ser avec le football	1 local (pour matériel d'entraînement volumi- neux)	Besoin de vestiaires plus grands que le foot entre 55m2 (23places => rugby) et 70m2 (44places=> footUS)
Rugby	Sur site		A mutuali- ser avec le football	1 local (pour matériel d'entraînement volumi- neux)	
Athlétisme (Gym Mor- ges)	Sur site			1 petit local/armoire de stockage	

Ecoles	Sur site			1 petit local/armoire de stockage	
Samari-tains	Sur site			1 local (env. 20m2)	
Cyclophile morgien	Sur site, bâtiment ancien stand (note 3 recensement architectural)			1 local (env. 20m2)+ atelier (15m2)	Souhait d'amélioration de la situation existante : vestiaires, douches, bureau, salle de réunion, atelier
Callisthénie	Inexistant				Envisager de répartir des engins un peu partout, le long de l'allée verte par exemple
Locaux à mutualiser					
Buvette	Sur site				Commune et ouverte au public. Maintenir taille actuelle + terrasse
Gradins					Au niveau du terrain principal
Vestiaires + WC + Douches : publics	WC existants sur site unique-ment				
Salle mixte modulable	Nouveau	env. 250m2			divisible en deux: partie "fitness" + partie "sport libre" (yoga, zumba...)
Salle de théorie/réunion	Nouveau	50m2			En vue de location par des associations
Local infirmerie	Nouveau	15m2			
Activités diverses	Nouveau			1 local de stockage supplémentaire	
Local de stockage d'entretien du site				1 ou plusieurs locaux de stockage supplémentaires	Autant pour les terrains de sport que pour les espaces environnants
Zone D du PPA					
Tennis (Tennis Club Morges)	Sur site				Avoir de l'espace pour la machinerie du système de chauffage et ventilation de la (les) bulle(s) ainsi que son rangement en été
				Espaces de rangement	Pour matériel des professeurs de tennis, matériel d'été en hiver, matériel d'été du restaurant, outillage du concierge avec un petit établi
					Souhait de développer club house avec vestiaires, toilettes, secrétariat, etc. (toilettes handicapés à proximité), salle de fitness, espace de convivialité et de formation théorique pour les membres hors du restaurant

Jeux de boules (Amis boulistes)	Sur site			1 local	Club-house (buvette, salle, cuisine) et terrasse. Réflexion de mutualisation des locaux avec le TCM
Pour mémoire					
Morges Natation	1 local entre le théâtre 3 petits tours et le bâtiment où se situe l'académie des sports de combat				Un bureau dans le futur centre aquatique

! Nécessité de centraliser les locaux de stockage avec des accès extérieurs indépendants, par exemple sous les gradins

Il est attendu une grande mutualisation des vestiaires :

- pas de vestiaires individuels pour tous les clubs présents,
- prévoir potentiellement une grande surface qui servira de zone pouvant comprendre environ 200 casiers de taille variable, (pièce chauffée et surveillée),
- vérifier la nécessité de créer des vestiaires différents pour les adultes et pour les enfants,
- s'orienter vers le principe d'avoir des vestiaires hommes et femmes, et que tous les sports individuels utilisent les mêmes vestiaires.

Pour les sports d'équipe (football, football US, Rugby) :

- prévoir également des vestiaires mutualisables dont certains plus grands et pouvant accueillir les équipes de rugby et football US.

Se référer à la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports pour plus de détails ainsi qu'au cahier des charges spécifiques à l'ingénieur « équipements en infrastructures ».

3.4 Contraintes majeures du projet

3.4.1 Planning des objets et exploitation pendant les travaux

Le planning prévisionnel annexé montre les différentes temporalités pour chaque objet sur le site. Les différents travaux d'aménagement devront être ordonnés pour faciliter la réalisation des travaux, optimiser les coûts (éviter les surcoûts liés à des reprises aux mêmes endroits, zones et voies de chantiers pertinents, ...) et maintenir les différentes exploitations et utilisations sur le site. Par exemples :

- une optimisation devra être recherchée pour continuer à utiliser le plus longtemps possible les terrains de sports existants et plus particulièrement le terrain de football de gala et les vestiaires,
- il en est de même pour les manifestations qui ont lieu sur le site comme par exemple le salon Divinum. A priori, elles seront suspendues pendant les travaux du parking souterrain.
- le stationnement devra être étudié et phasé pour maintenir le nombre de places sur l'entier du site.

Ainsi, une vigilance toute particulière sera portée à la sécurité et l'orientation des utilisateurs et promeneurs du site pendant les périodes de chantier.

Les chantiers du centre aquatique et du parking souterrain sont des objets qui ont un fort impact sur le planning général.

3.4.2 Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports

La Ville de Morges a rédigé une Charte des aménagements paysagers et de surfaces spécifique au site du Parc des Sports.

Cette charte a pour objectif de définir une ligne directrice globale afin d'assurer l'unité et la qualité des futurs projets d'aménagement sur ce site. Elle donne également de nombreuses informations sur l'état des lieux et les contraintes du site, et des préconisations et directives.

La charte s'impose dans son ensemble à ce projet (en annexe).

3.4.3 *Exploitation de la piscine*

La piscine est ouverte au public en principe depuis le week-end de l'ascension jusqu'au week-end du jeûne fédéral.

Sauf besoin démontré, les travaux se feront en dehors de cette période.

Lors des travaux du centre aquatique, ce secteur sera fermé au public. Il pourra être envisagé de maintenir l'utilisation du bassin principal jusqu'à sa rénovation puisqu'il sera conservé dans le cadre du projet du centre aquatique.

3.4.4 *Zone inondable*

Le site a fait l'objet d'études et plus particulièrement d'une carte des dangers en 2014 (documents en annexe).

L'étude de renaturation urbaine de la Morges, son embouchure et les rives du lac a pour objectif notamment d'améliorer la situation en aval du Pont Paderewski mais ne traite pas des risques pouvant être causés en amont.

Ces risques doivent être pris en compte dans le projet d'aménagement et dans le cadre des chantiers pour préserver la sécurité des usagers et travailleurs et l'intégrité des équipements et aménagements publics en cas de fortes crues.

Plus de détails dans la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports dans le sous-chapitre « Les contraintes environnementales » et sur la « Zone inondable » dans le règlement du PPA.

3.4.5 *Qualité du sol et proximité de la nappe phréatique*

Une partie non négligeable du Parc des Sports est composée de remblais, réalisés en plusieurs phases sur les 150 dernières années. Ces sols sont peu stables, de piètre qualité et potentiellement pollués. De plus la nappe phréatique est proche de la surface. Il sera donc nécessaire de prendre en compte toutes les mesures constructives que ce soit pour les phases de chantier, de structures et aménagements transitoires, le cas échéant, et définitifs et définir les études et sondages nécessaires. Les éventuelles zones et périodes de stockage des terres notamment pour le temps d'analyses de pollution sont à étudier.

Plus de détails dans le sous-chapitre « Les contraintes environnementales » de la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports.

3.4.6 *Recensement architectural du Canton de Vaud*

Se référer au paragraphe « Les monuments historiques et sites archéologiques » de la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports.

Ces éléments devront être mis en valeur dans la mesure du possible.

3.4.7 *Collecte des déchets*

La gestion et la collecte des déchets et éco-points pour le site sont à étudier. L'intégration devra se faire le plus harmonieusement possible dans le site.

Plus de détails sur les équipements se référer aux paragraphes « Le mobilier » et « La gestion des déchets » de la Charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports.

3.5 *Qualité de construction - aménagement et développement durable*

Les constructions et aménagements respecteront les préceptes du développement durable. L'utilisation de ressources pour la construction et l'exploitation sera optimisée, et respectueuse de l'environnement. Les intérêts économiques, sociaux et environnementaux seront étudiés conjointement en amont des prises de décision.

Le projet intégrera les aspects du développement durable non seulement en matière de qualité de réalisation mais également en matière de performance d'exploitation, de convivialité et de respect de l'environnement naturel. En effet, l'exploitation économique du site doit s'effectuer en se reposant sur le développement

d'une faible empreinte écologique, ainsi qu'une cohésion sociale exemplaire. Un accent particulier devra être porté sur l'accessibilité et l'ergonomie des aménagements.

En conformité avec la Stratégie énergétique 2035 de la Ville de Morges, les interventions constructives et d'aménagement seront réalisées de manière exemplaire, visant dans la mesure du possible, lors de la phase de construction, à être économes en énergie et matériaux, et lors de la phase d'exploitation, de consommer une part majoritaire d'énergies renouvelables produites sur site. Le standard bâtiment 2015 de Cité de l'énergie doit servir de référence pour l'efficacité énergétique des bâtiments.

En matière de biodiversité, les aménagements assureront le respect de la faune et de la flore locale préconisée par la charte des aménagements paysagers et de surfaces du Parc des Sports.

Cette dernière donne de nombreuses préconisations sur les matériaux à utiliser et des informations sur les contraintes et objectifs environnementaux notamment en termes de biodiversité.

4 Objet du mandat

4.1 Etendue du mandat

4.1.1 Composition du mandataire

Le mandataire (un bureau multidisciplinaire ou un groupement de mandataires) sera compétent en :

- Planification et coordination générales,
- Architecture du paysage,
- Ingénierie civil – Direction des travaux,
- Eclairagisme,
- Spécialiste en terrains de sports,
- Architecture et ou urbanisme (implantation des bâtiments).

L'équipe ainsi formée devra posséder toutes les compétences pour mener à bien chaque mission à chaque phase.

Pilote du mandataire :

Le soumissionnaire doit désigner et présenter dans son offre un pilote, personne physique, qui sera l'interlocuteur du mandant tout au long de l'opération. Ce pilote représente l'ensemble de l'équipe.

Il est responsable de l'équipe et de son avancement dans la réalisation des missions (qualité, coûts, délais) pour une bonne gestion et vision globale de l'opération. Dans ce sens, il a la compétence de planification et coordination générales.

Rôle principal du pilote :

- Interlocuteur du mandant pour l'ensemble du mandat,
- Responsable de la planification générale du projet,
- Responsable de la coordination entre le projet et les objets présents sur le site (détaillés dans 3.3.1 Tableau des objets),
- Responsable de la cohérence et de l'avancement global des études,
- Responsable des échanges contractuels,
- Etablit et diffuse les procès-verbaux des séances, compte-rendus, documents de synthèse et de présentation et autres documents relatifs à la réalisation du mandat,
- Coordonne et dirige l'équipe (groupement de mandataires ou bureau multidisciplinaire),
- Procède à la synthèse des études de l'équipe et transmet les livrables (mise en forme et présentation commune),
- Gère la facturation générale :
 - Contrôle et valide les factures de l'équipe,
 - Transmet mensuellement les factures et les justificatifs, le tableau de synthèse des factures et de l'avancement des dépenses (dont l'indication du pourcentage de l'avancement) au regard des honoraires contractuels.

Il devra également prévenir le mandant dans le cas où il soupçonnerait un éventuel écart entre le temps de travail prévu contractuellement et le temps de travail réel. L'annonce d'un dépassement éventuel doit être immédiate et intervenir dans tous les cas de manière à permettre au mandant de prendre des dispositions, y compris d'interrompre des travaux pour respecter le budget alloué.

- En cas de difficulté quelconque, ou soupçon de difficulté, il en informe immédiatement le mandant.

Responsable de la direction des travaux :

Le responsable de la direction des travaux du projet, une personne physique qui sera désignée dès l'offre, sera également la personne-clé compétente en génie civil en phase de planification.

4.1.2 Déroulement du mandat

Le mandat se déroule en principe sur l'ensemble des prestations ordinaires d'architecte nécessaires au projet soit les phases 2, 3, 4 et 5 du règlement SIA 102/112 (éd. 2014) :

Etude	3 Etude du projet	31 Avant-projet 32 Projet de l'ouvrage 33 Demande d'autorisation, dossier de mise à l'enquête
	4 Appel d'offres	41 Appels d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication : conduite des procédures d'appel d'offres dans le respect des dispositions applicables en matière de marchés publics
Réalisation	5 Réalisation	51 Projet d'exécution 52 Exécution de l'ouvrage 53 Mise en service, achèvement

Dans un premier temps, seules les études d'avant-projet pourront être engagées contractuellement.

La suite du mandat sera ponctuée par deux étapes décisionnelles clés liées à l'octroi des crédits nécessaires à l'étude de projet puis à la réalisation de l'ouvrage et délivrés par le Conseil communal :

- Préavis de crédit d'études : Etude du projet et appel d'offres (phases SIA 32/33 + 4)
- Préavis de crédit de construction : Réalisation (phase SIA 5 optionnelle si poursuite du projet)

Chaque phase et phase partielle de projet fera l'objet d'une validation formelle par le Maître d'ouvrage. La libération des phases et phases partielles se fera successivement et selon l'obtention des crédits.

Le mandataire devra suivre l'élaboration des études comme prévue dans le modèle des prestations SIA 112, sans anticiper des études sur une phase suivante.

S'agissant des livrables, un dossier complet relatif à la phase d'étude sera remis pour chaque phase et phase partielle de consolidation du projet.

A ce stade, le maître d'ouvrage réserve également sa décision sur le modèle organisationnel pour la réalisation de l'ouvrage (mandat traditionnel ou entreprise générale). Ce choix interviendra, au plus tard, lors de la phase de la mise à l'enquête du projet.

4.2 Organisation du projet

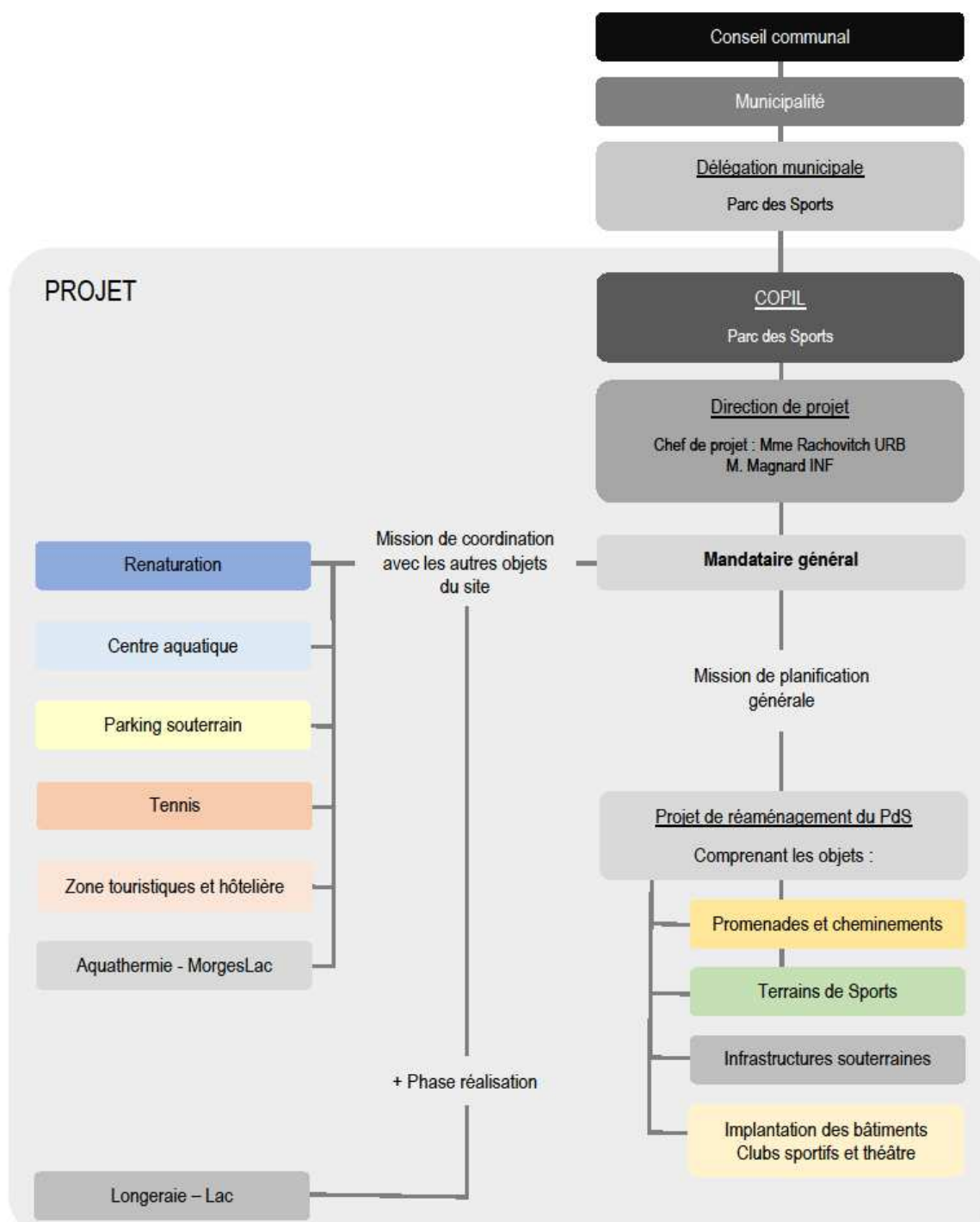
La Ville de Morges est le Maître de l'ouvrage et coordonne l'opération.

Mme Patricia Rachovitch du Service Urbanisme, constructions et mobilité est le chef du projet et travaille en collaboration avec les différents services de la Commune et plus particulièrement le service Infrastructures et gestion urbaine qui assurera le pilotage de la phase réalisation.

M. Albéric Magnard, Chef de projet - ingénieur en génie civil du service Infrastructures et gestion urbaine, pilotera cette phase de réalisation et sera l'interlocuteur technique pour les infrastructures souterraines du projet dès les études.

Pour sa part, le mandataire assurera la planification du projet de réaménagement et la coordination avec les chefs de projets sectoriels des objets tiers sur le site telles que définies précédemment, ainsi que la coordination de l'ensemble des mandataires techniques et autres spécialistes nécessaires au projet le cas échéant.

Organigramme pour ce mandat :



4.3 Missions

Le mandat revêt une certaine complexité dans la mesure où il s'agit de travailler sur un site comprenant de nombreux objets différents, avec une temporalité différente et des maîtres d'ouvrage différents.

Selon les éléments précités et la définition du projet, les missions sont les suivantes :

- Planification, à partir de l'avant-projet, et direction des travaux du projet de réaménagement du Parc des Sports dont les bases sont principalement le PPA en cours de procédure, les résultats des MEP, la Charte des aménagements paysagers et de surfaces dédiée au site et le rapport d'étude préliminaire des équipements publics d'infrastructures,
- Coordination avec les autres objets du site,
- Pour le programme des futurs bâtiments de Clubs sportifs et Théâtre : uniquement l'étude d'implantation, en cohérence avec les terrains de sports, qui sera remise en phase d'avant-projet et vérifiée à chacune des phases et phases partielles suivantes. Elle devra faire l'objet de mise à jour en cas d'évolution ou précisions des besoins du mandant,
- Pour le collecteur eaux claires La Longeraie – Lac : phases appel d'offres et réalisation pour le tronçon qui traverse le Parc des Sports, sur la base de l'étude réalisée par un autre bureau,
- Planification et mise en œuvre de l'organisation du site pendant les travaux du projet, comme ceux des autres objets le cas échéant : parking(s) provisoire(s), voies de circulation, installations provisoires ... (notamment pour le report des 444 places du parking Nord-Est pendant le chantier du parking souterrain),
- Concernant l'inondabilité : risques à prendre en compte dans le projet d'aménagement et dans le cadre des chantiers pour préserver la sécurité des usagers et travailleurs et l'intégrité des équipements et aménagements publics en cas de fortes crues : rédiger les cahiers des charges et mener les appels d'offres nécessaires (lancement, analyse, proposition d'adjudication),
- Concernant la qualité du sol et proximité de la nappe phréatique : rédiger les cahiers des charges et mener les appels d'offres (lancement, analyse, proposition d'adjudication) pour toutes les études géotechniques, environnementales et hydrogéologiques nécessaires concernant le projet (sondages géotechniques, études de pollution, ...),
- Prise en compte des activités et manifestations du site afin de définir en concertation avec le mandant les périodes de départ/retour des utilisateurs, la mise en place d'installation provisoire le cas échéant,
- Prise en compte dans le planning des phases de validation, procédures, démarches et demandes d'autorisations (internes comme externes) nécessaires à la concrétisation de l'opération,
- Elaboration des éventuels dossiers de demandes de subvention liés au projet.

Le mandat se termine en même temps que la dernière réalisation d'objet du projet global.

Les principales attentes du mandant sont:

- **Collaborer** activement avec la cheffe de projet Parc des Sports,
- **Coordination** avec les chefs de projet sectoriel (représentants des autres objets sur le site),
- **Informier régulièrement la cheffe de projet** de l'état d'avancement du projet notamment lors de séances régulières dont il établit les PV,
- **Participer aux séances des Groupes techniques** relatifs aux objets spécifiques au mandat et en **établir les PV**,
- **Comprendre et intégrer l'ensemble des contraintes du maître d'ouvrage et du site**,
- **Planifier finement l'ordonnancement** des objets et phases, interventions, périodes de travaux et délais administratifs, et prévoir des installations provisoires si nécessaires,

- **Développer et concrétiser** les objectifs identifiés,
- **Contrôler et mettre à jour** le cas échéant les plans existants,
- **Assurer la bonne conduite et la maîtrise de l'opération** tant pour les aspects financier, technique et paysager que le calendrier (respect des coûts et des délais),
- **Trouver des solutions** économiquement et écologiques favorables,
- **Intégrer** les éventuels nouveaux besoins ou évolutions de besoins et contraintes,
- **Valoriser les espaces**,
- **Maintenir les activités et usages** autant que possible et prévoir des alternatives le cas échéant,
- **Gérer les situations transitoires** en maintenant des conditions de fonctionnement concertées et acceptables,
- **Maîtriser le chantier**, sa conduite et sa communication sur le site (usagers et autres maîtres d'ouvrage),
- **Assurer la sécurité** sur et aux abords des chantiers,
- **Gérer et prévenir les nuisances** des travaux (bruit, poussière, etc.),
- **Maîtriser le budget** et le suivi des coûts pendant toute la durée du mandat,
- **Le cas échéant, gérer** les mandataires associés au projet,
- **Communiquer et collaborer** avec l'ensemble des utilisateurs présents sur le site afin de préserver un bon climat d'entente et de collaboration,
- **Participer aux ateliers** de participation et aux **séances d'information** liées aux mandats,
- **Présenter le(s) projet(s) aux instances** cantonales ou communales sur demande de la cheffe de projet.

Les séances de travail auront lieu dans les locaux de la Ville de Morges.

4.4 Livrables

Les livrables correspondent au modèle de prestations selon la norme SIA 102 (Edition 2014) et au cahier des charges spécifique à l'ingénieur « équipements en infrastructures » annexé au présent cahier des charges.

Le mandataire devra mettre à disposition et fournir régulièrement les données informatiques (fichiers originaux, plans en dwg, et PDF lisibles en A4 ou A3) du projet pendant la durée du mandat et de constituer un dossier final à la fin des travaux. Les droits d'auteur restent préservés.

Plus particulièrement pour la coordination générale, des plannings et tableaux de synthèse devront être réalisés pour le travail technique mais également des documents de communication qui pourront être facilement accessibles tous (outils de communication politique).

Les mises à jour devront être transmises au fur et à mesure à la cheffe de projet.

Le code couleur et la numérotation des objets est à conserver.

4.5 Plannings intentionnels

- Planning général :

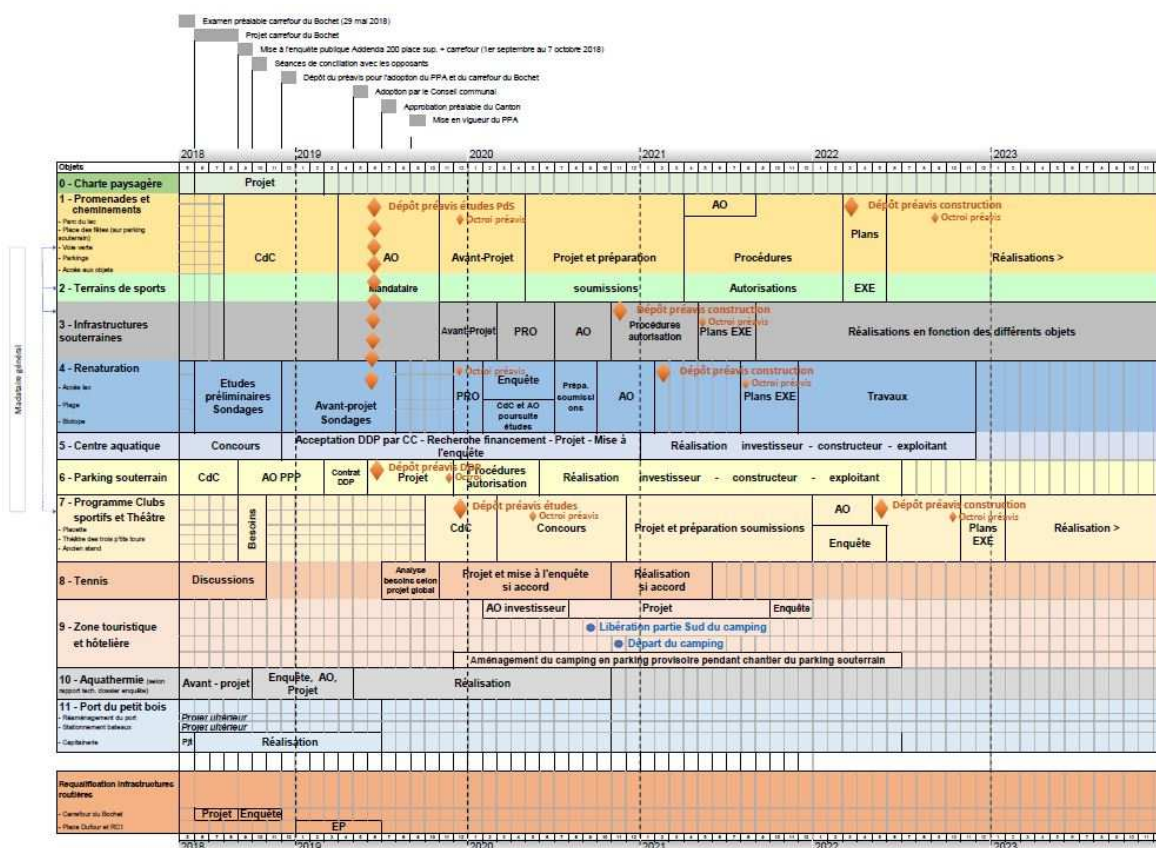
Les dates sont mentionnées à titre indicatif et n'engagent pas le mandant.

Début du mandat	Novembre 2019
Octroi du crédit d'études de projet	Automne 2019
Remise de l'avant-projet	Printemps 2020
Remise des projets et lancement des appels d'offres de travaux	Début 2021
Mise à l'enquête publique	Début 2021
Devis consolidés	Eté 2021
Dépôt du préavis du crédit de construction	Automne 2021
Octroi du crédit de construction	Printemps 2022
Travaux	2022 - 2024

Les travaux d'infrastructures souterraines sont nécessaires pour raccorder les futurs centre aquatique et parking souterrain pour leurs ouvertures au public. Ainsi, le dépôt d'un préavis de construction pour les infrastructures souterraines est prévu pour 2020.

Les études correspondantes feront donc l'objet de validations de phase (et de libérations de phases le cas échéant) distincts. Le pilote, planificateur et coordinateur générale, veillera à la cohérence de l'avancement global des études.

- Planning de l'ensemble des objets (format A3 en annexe) :



4.6 Mise à disposition des résultats des mandats transversaux

Les études suivantes ont été réalisées et sont à prendre en compte pour le projet (documents en annexe) :

- Projet Raderschall partner AG (MEP),
- Projet Centre aquatique,
- Projet parking souterrain,
- Projet de renaturation urbaine de la Morges, son embouchure et les rives du lac,
- Projet MorgesLac,
- Projet de collecteur Longeraie-Lac.

4.7 Prescriptions officielles

Sans constituer une liste exhaustive, les lois, ordonnances et normes suivantes sont applicables au présent mandat :

Prescriptions fédérales :

- Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) du 22 juin 1979 et ordonnance sur l'aménagement du territoire du 28 juin 2000,
- Loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand) du 13 décembre 2002 et Ordonnance sur l'égalité pour les handicapés (OHand) du 19 novembre 2003,
- Les prescriptions découlant de la législation fédérale sur le travail et concernant les locaux pour le personnel,
- Loi sur la protection de l'environnement (LPE) et ses ordonnances, notamment l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) et l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair),
- Directive sur le bruit des chantiers et directive air chantier (OFEV).

Prescriptions cantonales :

- Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) du 04 décembre 1985,
- Loi Vaudoise révisée sur l'énergie (LVLEne) du 01.07.2014 et règlement d'application (RLVLEne),
- Directives énergétiques des bâtiments et constructions du 30 octobre 2007,
- Règlement cantonal relatif aux mesures en faveur des personnes handicapées dans le domaine de la construction,
- Normes, directives, conditions et recommandations de l'association des établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie (AEAI) ainsi que le règlement cantonal sur la prévention des sinistres,
- Directives et recommandations pour l'aménagement d'installations sportives (février 2012).

Prescriptions communales :

- Règlement sur le plan d'affectation et la police des constructions de 1990,
- Directives administratives relatives aux projets de construction et d'aménagement (adopté par la Municipalité le 17.08.2015).

Normes techniques et professionnelles :

- Normes suisses, en particulier SN 521 500 (constructions sans obstacles – éd. 2009),
- Normes, règlements et recommandations de la Société suisse des Ingénieurs et Architectes (SIA), lorsqu'elles ont un caractère contraignant ou décrivent l'état de l'art, à l'exclusion des normes et

directives auxquelles le présent règlement ou le projet de contrat annexé dérogent explicitement,

- Autres normes, règlements et recommandations professionnellement reconnues dont celles relatives à la planification-coordination, l'architecture du paysage, le génie civil, l'éclairagisme, les terrains de sports et l'architecture.

4.8 Cadre contractuel

Après adjudication, il est prévu de conclure avec le soumissionnaire un contrat de mandat dont les bases seront les pièces suivantes et dans cet ordre :

- Le contrat type propre à la Ville de Morges (en annexe),
- Le présent cahier des charges et ses annexes,
- L'offre du soumissionnaire,
- Les dispositions du CO, art. 393 et suivants, le cas échéant art. 363 et suivants,
- Les normes SIA 112 et 102, 103, 105 dans leurs parties techniques et à l'exclusion de toute disposition à caractère commercial,
- Les lois, ordonnances et directives cantonales et communales.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre en compte dans le contrat toute évolution des besoins intervenus entre la publication du présent cahier des charges et le montant de la signature du contrat et d'adapter en conséquence le mandat octroyé, respectivement de procéder, après l'adjudication, aux négociations nécessaires consécutives à cette évolution.

Le mandat sera libéré par étape (phases et phases partielles détaillées à l'article 4.1 Etendu du mandat).

Le mandataire ne peut faire valoir de prétentions à la libération d'une prochaine étape ni faire valoir de dommages ou prétendre à des compensations si une étape n'est pas libérée. Les dispositions de l'art. 404 CO demeurent réservées.

En cas de clôture du mandat avant la fin de celui-ci, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de continuer ou non ces missions avec un autre mandataire. Les études et livrables du présent mandat pourront librement être réutilisés pour la poursuite de ces missions ou autre.

En cas de nouveau mandat, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un contrat avec un ou plusieurs membres du groupement mandaté dans le cadre de la présente procédure.

4.9 Conditions de paiement

La facturation a lieu mensuellement assortie de la présentation d'un décompte détaillé et des justificatifs des prestations fournies.

Il sera également joint mensuellement un document récapitulant les factures antérieures, les factures soumises au paiement et l'état d'avancement des dépenses par rapport à la décomposition des phases et coûts du contrat (dont l'indication du pourcentage de l'avancement).

Le paiement se fait dans les 30 jours.

Les montants seront présentés en CHF, HT et TTC.

5 Procédure de marché

5.1 Prescriptions officielles

Sans constituer une liste exhaustive, les lois, ordonnances et normes suivantes sont applicables à la présente procédure et consécutivement au projet qui sera développé :

Prescriptions internationales :

- Accord sur les marchés publics (AMP), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC/WTO), du 15 avril 1994 et annexes concernant la Suisse,
- Accord bilatéral entre la Suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics, entrée en vigueur le 01.06.2002.

Prescriptions fédérales :

- Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 06.10.1995,
- Loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.1986,
- Loi sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995.

Prescriptions intercantionales :

- Accord intercantonal révisé sur les marchés publics (AIMP) du 15 mars 2001.

Prescriptions cantonales :

- Loi vaudoise sur les marchés publics (LMP-VD) du 10 février 2004 modifiant celle du 24 juin 1996 et son règlement d'application (RLMP-VD) du 07 juillet 2004,

5.2 Type de procédure et mode de passation

Le présent marché se déroule en procédure ouverte, conformément aux dispositions légales en matière de marchés publics.

5.3 Organisateur et pouvoir adjudicateur

Ville de Morges,

Représentée en tant que pouvoir adjudicateur et en tant que mandant par :

**Direction de l'Urbanisme, constructions et mobilité
Place de l'Hôtel-de-Ville
1110 Morges**

L'auteur du cahier des charges est le Service de l'Urbanisme, constructions et mobilité en collaboration avec les services de la Ville.

5.4 Conditions de participation

Dans le cadre du bureau multidisciplinaire ou groupement de mandataires demandé dans le présent appel d'offres, peut participer au marché tout bureau d'études ou toute communauté de soumissionnaires apte selon les dispositions cantonales, notamment à l'art. 6 RLMP-VD et qualifié à traiter tous les aspects de la problématique, en tant que professionnels spécialisés, notamment pour la planification-coordination générale, l'architecture du paysage, le génie civil, l'éclairagisme, les terrains de sports et l'architecture.

Les bureaux d'architectes qui répondront à cet appel d'offres devront être établis en Suisse ou dans un pays signataire de l'Accord sur les marchés publics du 15 avril 1994.

Les architectes et ingénieurs civils doivent être titulaires d'un diplôme suisse ou d'un diplôme étranger équivalent.

Cette condition doit être remplie à la date de remise de l'offre.

En guise de preuve de l'équivalence des titres, les architectes et ingénieurs civils porteurs d'un diplôme étranger ou inscrits sur un registre étranger doivent obligatoirement fournir une copie de l'attestation de leur équivalence, obtenue auprès du REG, Fondation des Registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement. (<http://www.reg.ch/fr/attestation-2>).

5.5 Communautés de soumissionnaires

Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure. Les communautés de soumissionnaires nommeront « société pilote » qui a la qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicataire ou pour recevoir valablement toute communication au nom de ce dernier ou pour ce dernier.

Chaque membre d'une communauté de soumissionnaires répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés, dans les limites fixées par le Code suisse des Obligations (CO). En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, le soumissionnaire doit proposer un remplaçant, soumis à l'accord du mandant. La responsabilité de la suite de l'exécution du marché sera assumée par le soumissionnaire, sans préjudice financiers et juridiques découlant de la situation. La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.

5.6 Sous-traitance

Le marché ne peut pas être sous-traité.

5.7 Demandes de précisions sur les offres remises

Le Maître de l'ouvrage peut, s'il le juge nécessaire afin de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, demander aux soumissionnaires, pendant toute la durée de validité de celles-ci, des précisions sur leur offre, des justificatifs, et se renseigner auprès des personnes citées en référence dans l'offre. Les réponses se feront par écrit.

Aucune modification ni changement de l'offre ne seront autorisés.

5.8 Présentation des offres

L'organisateur du marché se réserve le droit d'inviter les soumissionnaires à présenter leur offre.

5.9 Annonce des participants

Conformément à la législation cantonale, les soumissionnaires sont tenus d'annoncer le nom et le siège de tous les participants suisses ou étrangers à l'exécution du marché, de même que le type, l'objet et l'importance des travaux.

5.10 Candidatures multiples

Les candidatures multiples sont admises à la condition qu'elles ne portent pas atteintes à la libre concurrence. La « société pilote » d'une communauté de soumissionnaires ne peut être membre d'une autre communauté de soumissionnaires ou l'auteur d'une autre soumission à titre individuel.

5.11 Marché divisé en lots

Le marché n'est pas divisible en lots.

5.12 Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

5.13 Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas admises.

5.14 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement ou s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, l'adjudicateur peut invoquer d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire.

5.15 Conflits d'intérêts

Il appartient au soumissionnaire d'annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec des représentants du pouvoir adjudicateur. Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise ou un collaborateur, ainsi qu'un associé ou un membre d'une communauté de soumissionnaires est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation et de décision. Le cas échéant, l'adjudicateur peut subordonner l'admission de la candidature au remplacement de la personne concernée.

5.16 Incompatibilité et pré-implication

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure :

- Sans objet

Liste des personnes ou bureaux pré-impliqués qui sont autorisés à participer à la procédure, leurs prestations remplissant les conditions formelles suivantes :

- Prestations limitées dans le temps et achevées au moment du lancement de la procédure ; prestation ne touchant pas l'organisation de la procédure ou du programme du concours ;
 - Prestations n'étant pas comprises dans le marché mis en concurrence.
- Participants aux MEP

5.17 Langue

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure et lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation, échange de courrier est le français.

5.18 Emoluments d'inscription et de participation

Aucun.

5.19 Indemnité pour présentation d'une offre

Aucune indemnité n'est prévue pour présenter une offre.

5.20 Validité des offres

La durée de validité de l'offre est de 90 jours à compter de la date du dépôt de l'offre.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

5.21 Actualisation de l'offre

Lorsque la validité de l'offre n'a plus cours, l'adjudicateur demande aux entreprises en lice une actualisation en principe globale de leur offre.

5.22 Délais de la procédure

Ouverture de la procédure (publication) :	10.05.2019
Commande des documents d'appel d'offres :	En téléchargement sur simap.ch
Délai pour le dépôt des questions :	31.05.2019
Publication des réponses aux questions :	20.06.2019
Délai pour le dépôt des offres :	15.08.2019, 16.00 heures
Ouverture des offres :	19.08.2019
Eventuelle présentation des offres :	Septembre 2019
Décision d'adjudication :	Octobre 2019

5.23 Commande des documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres sont à télécharger depuis la plateforme simap.ch.

5.24 Visite du site

Le site est libre d'accès.

5.25 Questions

Les candidats ont la possibilité de formuler leurs éventuelles interrogations exclusivement via la plateforme SIMAP jusqu'au 31.05.2019.

5.26 Réponses

Il ne sera répondu à aucune question par téléphone.

Les questions et les réponses seront listées et publiées dans SIMAP à disposition de tous les soumissionnaires.

5.27 Dépôt des dossiers de candidature

Les offres doivent parvenir sous pli fermé avec la mention :

« Appel d'offres – Réaménagement du Parc des sports » NE PAS OUVRIR

Au plus tard le :

15.08.2019, à 16h00

A l'adresse suivante :

**Ville de Morges
Service Urbanisme, constructions et mobilité
Hôtel de Ville, 3^{ème} étage (réception)
1110 Morges**

Ouverture des guichets :

Du lundi au vendredi : 8h00-11h30 et 14h00-16h00

Les dossiers arrivés hors délai ne seront pas pris en considération.

Les candidats sont seuls responsables de l'acheminement et du dépôt du dossier à l'endroit et à l'heure indiqués, le cachet postal ne faisant pas foi.

5.28 Ouverture des offres

L'ouverture des offres se déroule à huis-clos, le 19.08.2019, en présence de au-moins deux représentants du pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal d'ouverture est établi avec le nom des personnes présentes, le nom des soumissionnaires, les dates de réception et le prix des offres.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir sur demande ce procès-verbal.

5.29 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication est prévue en octobre 2019. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prolonger ce délai.

La décision d'adjudication est publiée conformément aux dispositions du droit cantonal.

5.30 Interruption de la procédure

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à la procédure notamment en cas de non-obtention des crédits nécessaires à la réalisation de l'objet du marché ou en cas d'évolution telle des besoins que le marché n'a plus de raison d'être ou s'en trouve profondément modifié.

6 Offres

6.1 Recevabilité des offres

Seules seront prises en considération les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir qui:

- sont remises signées et datées dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixées,
- sont accompagnées des attestations, preuves et documents demandés par l'adjudicateur,
- sont présentées dans la langue exigée,
- sont remplies selon les indications,
- présente une offre contenant l'ensemble des documents demandés,
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux entreprises et bureaux suisses en matière d'accès à leurs marchés.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procèdera à une vérification plus approfondie.

6.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en 6 exemplaires ainsi qu'une version PDF sur clé USB.

6.3 Structure et contenu de l'offre à remettre

Les offres doivent être structurées comme suit et présenter un sommaire des pièces :

6.3.1 Fiche descriptive du soumissionnaire

Le soumissionnaire doit donner dans la fiche correspondante jointe en annexe les informations sur le bureau multidisciplinaire ou pour chaque mandataire du groupement et joindre l'organigramme de l'entreprise (de chaque mandataire en cas de groupement),

6.3.2 Analyse du mandat et proposition méthodologique

Le soumissionnaire doit produire une note de maximum 5 pages A4 présentant un paragraphe pour chacun des points suivants :

1. Analyse du mandat,
2. Identification des enjeux et défis essentiels,
3. Identification des risques et mesures proposées pour les maîtriser,
4. Approche méthodologique et propositions.

6.3.3 Organisation pour l'exécution du mandat

Le soumissionnaire doit produire une note de maximum 5 pages A4 présentant un paragraphe pour chacun des points suivants :

1. Désignation de la personne clé pour chaque compétence pour ce projet, qualifications, curriculum vitae et diplômes, mention de son entreprise,
2. Justification du choix du pilote et du responsable des travaux/ingénieur civil,
3. Organisation dans le bureau multidisciplinaire ou groupement de mandataires, répartition des tâches et des responsabilités, organigramme de fonctionnement de l'équipe, organigramme du projet.

Le soumissionnaire pourra, s'il le juge utile, proposer des compétences plus larges. Dans ce cas il devra le justifier dans l'offre.

Le pilote d'une équipe ne peut pas participer à plusieurs candidatures.

6.3.4 Dossier de références du soumissionnaire et des personnes clés

Le dossier se compose en trois volets.

La fiche de présentation des références jointe en annexe devra être complétée et précédera les références. Chaque référence est à présenter sur maximum 1 page A4.

Les références doivent être en relation et en adéquation avec le projet. Elles doivent également porter sur des expériences comparables pour ce qui est de la nature et de l'ampleur de l'opération.

Soumissionnaire

Le soumissionnaire présentera 3 références, dont au moins une dans une fonction clé, pour le bureau multidisciplinaire ou pour chacun des membres du groupement de mandataires.

Personnes clé

Les références des personnes-clés sont importantes.

L'offre présentera 1 personne clé pour chaque compétence demandée ainsi que le remplaçant du pilote, en cas d'urgence, avec la même compétence. Pour chaque personne clé et ce remplaçant, il y a lieu de présenter 1 référence personnelle dans des projets similaires.

Les références du soumissionnaire peuvent être réutilisées dans ce volet si elles correspondent à la personne clé.

En plus, concernant le pilote du projet, qui a pour compétence la planification et coordination générale, et le responsable des travaux/ingénieur civil, il est demandé une référence supplémentaire.

6.3.5 Offre d'honoraires

Relative à l'ensemble des prestations décrites au chapitre 4 *Objet du mandat*, structurée selon les phases et phases partielles et identifiant les montants horaires, selon le tableau coût/horaire joint en annexe.

Le montant des honoraires dépend de la masse de travail à fournir pour répondre au cahier des charges et non du montant des travaux.

Le soumissionnaire proposera un tarif horaire moyen et la proposition d'honoraires qui en découle dans la fiche jointe en annexe.

Tous les prix sont à indiquer en prix net en francs suisse (CHF), hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC). Le candidat a l'obligation d'indiquer le taux de TVA qu'il applique pour le marché.

Sont compris dans la rémunération les frais accessoires du mandataire et ses frais de fonctionnement tels qu'impression A3/A4 nb et en couleur, photocopies, téléphone, télécopie, frais de port, infrastructure informatique, assurances, etc.

Pour les frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs, ainsi que pour les tirages grand format, un forfait de 3% des honoraires est convenu.

Aucun autre frais et débours ne sera pris en charge par le mandant sans son accord préalable.

La prise en charge par le mandant de frais de tiers nécessite son accord préalable. De même, la prise en charge par le mandant de frais hors mandat, par exemple pour des reproductions en tirage important ou l'élaboration ainsi que la production spécifique de documents, plans, esquisses, schémas, maquettes, représentations 3D et autres destinés à des présentations publiques nécessite l'accord préalable du mandant.

6.3.6 Engagement sur l'honneur et acceptation des conditions du présent règlement

Tous les participants au marché, qu'ils soient soumissionnaires individuels ou membres de communautés de soumissionnaires ont à remettre un engagement sur l'honneur signé.

Le soumissionnaire doit compléter la fiche correspondante jointe en annexe.

6.4 Attestations

Le pouvoir adjudicateur est en droit de réclamer des soumissionnaires la présentation des attestations mentionnées sur l'engagement pour l'honneur et nécessaires à juger de leur profil, de leur intégrité sociale et fiscale et de leur respect des usages professionnels et des conditions de base relatives à la protection des travailleurs.

7 Evaluation, critères d'aptitude et d'adjudication et pondération

7.1 Groupe d'évaluation

Les offres seront analysées par un groupe d'évaluation interne à la Ville composé de représentants de la Ville de Morges. Le groupe d'évaluation procède dans un premier temps à l'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires et dans un second temps à l'évaluation des offres à proprement parler.

Il est composé des personnes suivantes :

- M. Eric Züger, Municipal Urbanisme, constructions et mobilité,
- Mme Anouk Paltani Baumann, Architecte REG A SIA, Urbaniste FSU, Cheffe du service Urbanisme, constructions et mobilité,
- M. Alain Jaccard, Chef du service Infrastructures et gestion urbaine,
- M. Fernandez, Chef du service Sports, bâtiments et environnement,
- Mme Patricia Rachovitch, Master 2 en Ingénierie de la Construction, membre SIA, Service Urbanisme, constructions et mobilité,
- M. Albéric Magnard, Hydrogéologue-Ingénieur civil HES, Service Infrastructures et gestion urbaine.

7.2 Critères d'aptitude

Sont considérés comme aptes les soumissionnaires qui :

- présentent les compétences demandées pour ce mandat,
- disposent des ressources nécessaires pour traiter le mandat,
- présentent des références dans des mandats de missions comparables permettant de conclure à leur aptitude.

Les soumissionnaires considérés comme inaptés sont exclus de la procédure.

7.3 Critères d'adjudication

Le groupe d'évaluation évalue chaque critère d'adjudication de manière séparée et attribue une note individuelle de 0 à 5 à chaque critère et pour chaque offre.

7.3.1 Qualité technique de l'offre

Pertinence et qualité de la note sur l'analyse du mandat et proposition méthodologique.

7.3.2 Organisation et ressources

Pertinence et qualité de la note sur l'organisation pour l'exécution du mandat et du volume du temps consacré au mandat. Adéquation des qualifications et ressources.

7.3.3 Références et personnes-clés

Pertinence et qualité du dossier de références du soumissionnaire et des personnes clé.

7.3.4 Prix

La note de l'offre découle du calcul suivant :

$$\text{Note de l'offre} = \frac{P_{\text{Max}} - P_{\text{Offre}}}{P_{\text{Min}}} \times 5$$

PMin = offre la moins chère = note 5

PMax = prix maximum (2 x Pmin) = note 0

POffre = prix de l'offre à noter

7.4 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure).

Note	Notation	Description
0		Soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé, prix très élevé (au moins deux fois le montant de la meilleure offre), qualité technique en tous points insuffisante, références absentes ou hors propos, organisation en tous points déficiente, etc.
1	Insuffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes, prix élevé, qualité technique globalement insuffisante, références insuffisantes, organisation insuffisante, etc.
2	Partiellement insuffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes, prix élevé, qualité technique insuffisante, références largement insuffisantes, organisation lacunaire, etc.
3	Suffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats, prix moyen, qualité technique de l'offre à peine suffisante, références et organisation suffisantes, etc.
4	Bon et avantageux	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification, bon prix, bonne qualité technique de l'offre, analyses pertinentes, bonnes références, bonne organisation, etc.
5	Très intéressant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification, meilleur prix, excellente qualité technique de l'offre, analyses très pertinente, excellentes références et organisation, etc.

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère. Chaque membre du groupe d'évaluation octroie pour chaque critère une note de 0 à 5. Les notes peuvent être fractionnées de 0.5 en 0.5. La moyenne obtenue, à deux décimales, arrondie à la décimale supérieure, correspond à l'évaluation du critère.

Les offres qui obtiennent une note inférieure à 2 dans les critères de la qualité technique, des références et personnes clés et de l'organisation et ressources sont éliminées de l'évaluation.

7.1 Pondération

Critères	Pondération
1) Qualité technique de l'offre	30 %
2) Organisation et ressources	30 %
3) Références et personnes clés	20 %
4) Prix	20 %
	100 %

7.2 Adjudication

L'adjudication est faite à l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères mentionnés ci-dessous.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interrompre la procédure et de relancer une nouvelle procédure si aucune des offres n'est satisfaisante, notamment si aucune des offres n'atteint la note globale de 3.0. Les dispositions de l'art. 8 RLMP-VD demeurent réservées.

8 Autres dispositions

8.1 Conditions générales

Selon présent cahier des charges.

8.2 Propriété des documents

Le présent cahier des charges et toutes ses annexes demeurent la propriété exclusive de l'organisateur du concours ou de leurs ayants-droits légitimes. Les candidats ne sont pas habilités à les utiliser, tout ou en partie, à d'autres fins qu'à celles de leur participation au présent marché.

Les documents remis par les candidats dans le cadre de leur participation passent en propriété de l'organisateur de l'appel d'offres qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre de l'évaluation des dossiers de candidature et à ne pas les mettre à disposition de tiers.

8.3 Confidentialité et droits d'auteurs

L'organisateur s'engage à traiter de façon confidentielle les documents fournis par les candidats, en particulier les secrets d'affaires et de fabrication ainsi que les informations commerciales à caractère confidentiel.

Le candidat conserve ses droits d'auteur sur tous les documents, pièces ou supports qu'il transmet dans le cadre de ce marché.

8.4 Organe de publication officiel

www.simap.ch et feuille des avis officiels du canton de Vaud.

8.5 Voies de recours

Le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours à la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Avenue Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne, déposé dans les dix jours dès la publication; il doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours.

9 Documents remis aux candidats

Le mandant remet les documents suivants qui sont annexés au présent cahier des charges. Ces informations pourront être complétées par d'autres documents transmis en cours de procédure dont notamment les réponses aux questions.

01	Fiches à retourner complétées dans l'offre : <ul style="list-style-type: none"> - 1. Remise de l'offre – Formulaire d'entête - 2. Fiche engagement sur l'honneur et acceptation des conditions du présent règlement - 3. Fiche descriptive du soumissionnaire (pour bureau multidisciplinaire) - 3bis. Fiche descriptive du soumissionnaire (pour groupement de mandataires) - 4. Fiche références du soumissionnaire (pour bureau multidisciplinaire) - 4bis. Fiche références du soumissionnaire (pour groupement de mandataires) - 5. Fiche références des personnes-clés - 6. Fiche offre d'honoraires 	VdM – Service URB
02	Le contrat type propre à la Ville de Morges	VdM – Service URB
03	Cahier des charges « équipements en infrastructures »	VdM - Service INF
04	Planning intentionnel A3	VdM – Service URB
05	Charte des aménagements paysagers et de surfaces du PdS	VdM – Service URB
06	PPA : Plan et règlement	VdM – Service URB
07	MEP : Projet d'aménagement PdS	Raderschallpartner AG
08	Renaturation urbaine de la Morges, son embouchure et les rives du lac : plan de principe d'aménagement	Aquavision Engineering / Biol Conseil / Karakas&Français
09	Centre aquatique : Plan de masse	Centre aquatique de la Région Morges / Chabanne et Partenaires
10	Parking souterrain : Plan de masse d'avant-projet	Indigo Infra SA
11	Théâtre des trois petits tours : <ul style="list-style-type: none"> - Listing de besoins - Comparatif existant-besoins - Schéma besoins 	Théâtre des trois petits tours
12	Aquathermie chauffage à distance MorgesLac : Plan général du tracé du dossier d'enquête	Romande Energie / SGI
13	Inondabilité : Carte des dangers	Canton de Vaud
14	Inondabilité : Etude sur les dangers liés aux crues de la Morges dans le voisinage immédiat du PPA « Parc des Sports » - Janvier 2012	Bureau B+C
15	0730 – PPA PdS – Rapport services – Etude préliminaire – 26.10.2017	VdM - Service INF
16	0730 – Annexe 1 – Situation infrastructures souterraines projetées 26.09.2017	VdM - Service INF
17	Collecteur Longeraie – Lac : <ul style="list-style-type: none"> - Plan de situation globale 20170518 - Plan Profil long complet 20170518 - Tronçon III – Tolochenaz Giratoire 20170518 - Tronçon IV Parc Sports 20170518 	RWB Hydroconcept Sarl
18	Carrefour du Bochet : Plan d'aménagement potentiel	Transitec / Urbaplan / Schopfer&Niggli
19	Fiches monuments historiques : <ul style="list-style-type: none"> - Localisation - Fiche SIPAL - Fiche bleue Ancien stand et passerelle 	SIPAL / Canton de Vaud

10 Lexique

AO : Appel d'offres

CAD : Chauffage à distance

DDP : Droit Distinct et Permanent de superficie

EC : Eaux Claires

EU : Eaux Usées

FIN : Service Finances et promotion économique de la Ville de Morges

INF : Service Infrastructure et gestion urbaine de la Ville de Morges

MEP : Mandat d'Etudes Parallèles

PdS : Parc des Sports

PPA : Plan Partiel d'Affectation

PPP : Partenariat Public Privé

SPO : Service Sports, bâtiments et environnement de la Ville de Morges

TCM : Tennis Club Morges

TCS : Touring Club Suisse

URB : Service Urbanisme, constructions et mobilité de la Ville de Morges

VdM : Ville de Morges